

of apartheid policies. As a result, the bank has not made loans to the Government of South Africa or any of its agencies for ten years.

A Canadian university makes available four bursaries a year in support of black South African students.

The human rights committee of a union local launches a letter-writing campaign to supermarkets handling South African products. A number of stores agree to end their sales of these products.

A teachers' federation finances the attendance of members of the black teachers' association of South Africa at their teacher organization school.

A firm of barristers and solicitors implements a purchasing policy prohibiting the purchase of South African goods.

A community service organization in Manitoba holds a series of public forums on the issue of apartheid.

A media distribution company in Quebec circulates a catalogue of books on South Africa and apartheid to 6,000 libraries, book stores, journalists, teachers and associations.

A labour organization provides financial and organizational assistance to the Council of South African Trade Unions, the largest black labour organization.

A clothing store instructs its buyers not to purchase any merchandise produced in South Africa.

faciliteraient l'application de politiques racistes. La banque n'a accordé en dix ans aucun prêt au gouvernement de l'Afrique du Sud ou à l'un quelconque de ses organismes.

Une université canadienne offre chaque année quatre bourses à des étudiants noirs sud-africains.

Le comité des droits de la personne d'un syndicat lance une campagne de correspondance à l'intention des supermarchés vendant des produits sud-africains. Plusieurs magasins ont accepté de mettre fin à la vente de ces produits.

Une fédération d'enseignants finance la participation de membres de l'association des enseignants noirs d'Afrique du Sud à des cours d'organisation pédagogique.

Un cabinet de juristes met en oeuvre une politique interdisant l'achat de produits sud-africains.

Une organisation communautaire au Manitoba tient une série de forums publics sur la question de l'apartheid.

Une société de distribution aux médias au Québec fait circuler une liste de publications sur l'Afrique du Sud et l'apartheid parmi 6 000 bibliothèques, librairies, journalistes, enseignants et associations.

Un syndicat fournit une aide financière et administrative au Conseil des syndicats sud-africains, le plus grand syndicat noir.

Un magasin de vêtements demande à sa clientèle de n'acheter aucun produit d'Afrique du Sud.